

Les armes de la répression

JAMES JACKSON, *L'émeute inventée*, Montréal, VLB éditeur, 2014, 322 pages

Gilles Laporte

Volume 9, numéro 3, été 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78164ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laporte, G. (2015). Compte rendu de [Les armes de la répression / JAMES JACKSON, *L'émeute inventée*, Montréal, VLB éditeur, 2014, 322 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(3), 15–16.



LES ARMES DE LA RÉPRESSION

Gilles Laporte

Historien, professeur au cégep du Vieux-Montréal

JAMES JACKSON

L'ÉMEUTE INVENTÉE

Montréal, VLB éditeur, 2014, 322 pages

Au terme d'un scrutin électoral houleux, l'armée anglaise ouvre le feu sur la foule à Montréal, tuant trois passants et en blessant une dizaine d'autres, le 21 mai 1832. Ce fait est bien connu, notamment de ceux qui sont familiers avec les événements de 1837-1838 et pour qui le «massacre du 21 mai» est généralement considéré comme le macabre prélude. On peut donc *a priori* s'interroger sur l'intérêt d'un professeur de littérature retraité du Trinity College de Dublin à consacrer 300 pages pour décortiquer chaque détail entourant l'intervention de l'armée et le procès qui s'ensuivit. Cette interrogation s'évanouit dès les premières pages du livre de James Jackson tant le lecteur est aussitôt happé par le récit haletant des événements, puis par une sourde indignation devant les irrégularités de l'appareil de justice.

Empruntant davantage la posture d'un chroniqueur que celle d'un historien patenti, Jackson règle rapidement la question du cadre conceptuel: même s'il déduit un peu vite que pratiquement toute l'historiographie avant lui a repris la version officielle de l'armée, il choisit de s'en tenir aux faits.

J'ai préféré concentrer mon attention sur les événements plutôt que sur la théorie [...] De toute façon, ce n'est pas la théorie qui permettra d'expliquer les événements survenus sur une place d'Armes et dans la rue Saint-Jacques bondées entre quatorze heures trente et dix-sept heures quinze l'après-midi du 21 mai [...]

S'il ne s'embarrasse effectivement pas d'analyser de manière approfondie le fonctionnement des institutions coloniales, il y a bien une démarche derrière le travail de Jackson. Elle tient d'abord à la tradition anglo-saxonne du récit politique événementiel, dont se sont malheureusement trop éloignés nos universitaires francophones, davantage soucieux de plaire à leurs pairs qu'au public. Jackson n'a pas non plus les scrupules des historiens québécois à appeler un chat un chat et définir les clans politiques en termes ethnolinguistiques, jugeant que ce détail n'est pas anodin:

Tracey doit sa victoire à la forte participation au scrutin des électeurs canadiens-français et irlandais [...] Il est préoccupant, cependant, que 93 Canadiens français aient opté pour Bagg. Dans le résumé personnel qu'il fait de l'élection, Jacques Viger les qualifie de traîtres (p. 112).

La démarche de Jackson rejoint plus précisément celle des historiens socialistes anglais qui ont cherché à retracer l'histoire des luttes populaires à travers la mémoire de tels événements tragiques: E.P. Thompson ou Éric Hobsbawm pour ne nommer que les plus illustres. Ne boudant pas ses propres racines irlandaises, Jackson se place aussi dans le sillage des Joseph Lee, Emmet O'Connor ou Francis Lyons, ayant démontré à quel point la conscience nationale irlandaise s'est forgée au fil de cinq siècles de persécution britannique, des Têtes rondes de Cromwell à *Bloody Sunday*. Plus près de nous, le travail Jackson rappelle celui de Simon Jolivet et de Pierre Joannon qui, dans des ouvrages récents, ont trouvé d'étonnantes analogies entre le destin de l'Irlande et celui du Canada français. Jackson ne fait donc pas mystère de sa sympathie envers les victimes du 21 mai, conjointement des Irlandais et des Canadiens français, terrassés par l'armée anglaise, puis par un appareil judiciaire corrompu.

La démarche de Jackson rejoint plus précisément celle des historiens socialistes anglais qui ont cherché à retracer l'histoire des luttes populaires à travers la mémoire de tels événements tragiques: E.P. Thompson ou Éric Hobsbawm pour ne nommer que les plus illustres

La thèse de Jackson est limpide: en principe destinés à mettre fin à une émeute, l'intervention de l'armée, la lecture de l'acte d'émeute, puis le tir de barrage contre une foule pacifique en train de se disperser au terme de la victoire électorale de Daniel Tracey ne constituent que l'issue déplorable d'une mise en scène destinée à assouvir la vengeance des adversaires du candidat patriote.

L'affaire tirerait sa source de l'arrestation de Tracey en janvier pour diffamation envers les membres du conseil législatif. Accueilli en triomphe à sa sortie de prison, le médecin irlandais n'est nullement intimidé et brigue aussitôt les suffrages à l'occasion d'une élection partielle dans le Quartier-Ouest de Montréal, en avril 1832. Tracey dénonce sans ménagement le Conseil législatif, l'administration britannique et le monopole foncier accordé en Estrie à la British American Land Company. Pour Jackson, il est clair que Tracey s'en prenait à des intérêts puissants qui vont se



liguer derrière la candidature du marchand d'origine américaine Stanley Bagg.

La fameuse élection durera trois semaines «tant qu'une heure ne s'est pas écoulée entre deux votes». Tandis que les deux candidats rivalisent aux urnes, la tension est vive devant le bureau de vote encombré de fiers-à-bras engagés pour intimider les partisans de l'adversaire. Finalement, le 21 mai, voyant que la victoire de Tracey semble assurée, des magistrats pro-Bagg appellent l'armée à intervenir contre ce qu'ils qualifient un peu vite d'émeute appréhendée. La place d'Armes et la rue Saint-Jacques sont pourtant calmes, les partisans de Tracey cheminant alors vers le Marché à foin pour célébrer leur victoire. Le constable William Robertson ordonne néanmoins à l'officier commandant le peloton de faire feu sans sommation sur la foule avec le résultat qu'on sait.

Une enquête du coroner mène rapidement à l'arrestation de deux officiers responsables. Ils sont cependant aussitôt libérés par l'intervention du solliciteur général Ogden. En juin, Montréal est aux prises avec l'épidémie de choléra, dont le docteur Daniel Tracey est ironiquement lui-même victime le 18 juillet. Le grand jury ne s'ouvre donc qu'à l'automne afin de juger des responsables du massacre. Les audiences étant à huis clos, on assiste alors à une invraisemblable série d'irrégularités menant à la conclusion que l'armée a bien agi en tirant sur la foule ce jour-là. Les responsables de la fusillade seront même honorés et récompensés par le gouverneur Aylmer. C'en est trop pour les députés patriotes qui convoquent un comité extraordinaire de la Chambre chargé de faire enquête. Les témoins sont donc réentendus, montrant hors de tout doute qu'à aucun moment l'armée n'était en danger et en droit d'utiliser la force. La Chambre d'assemblée n'ayant cependant aucun pouvoir de sanction, le comité se conclut en queue de poisson. Le pouvoir d'enquête des députés sur les actions de

VOIR ÉMEUTE INVENTÉE

suite à la page 16

ÉMEUTE INVENTÉE

suite de la page 15

l'exécutif se retrouvera plus tard au cœur des 92 Résolutions et le souvenir amer du massacre du 21 mai résonnera longtemps durant les assemblées patriotes.

Outre le récit enlevé et le réquisitoire en règle mené contre un système de justice partial et corrompu, le principal intérêt du livre de Jackson est de poser le contexte d'une crise qui n'allait que s'envenimer jusqu'en 1837. Surtout, les protagonistes sont déjà tous là : George Moffat qui appelle l'armée à intervenir et qui orchestrera plus tard l'Acte d'Union, William Robertson, qui ordonne à l'armée de tirer et qui arrêtera plus tard des patriotes, Charles Richard Ogden qui gracie les officiers responsables, puis qui est aussitôt promu procureur général, condamnant plus tard douze patriotes à la pendaison. Ceux-là aussi sont là : les jeunes de Lorimier et La Fontaine, tous deux frôlés par les balles anglaises ce 21 mai, Côme-Séraphin Cherrier qui mène la poursuite contre

les officiers responsables, Denis-Benjamin Viger qui porte l'affaire en Angleterre et, bien sûr, Louis-Joseph Papineau qui suit, scandalisé, les travaux du grand jury et qui convoquera le comité de la Chambre.

Jackson a en somme raison de rappeler que « Pour les plus jeunes membres du parti, cette élection partielle a été une occasion de se faire les dents en politique » (p. 24), et de conclure que :

C'est l'incident qui les a convaincus de la nécessité d'une approche plus radicale dans leurs rapports avec les autorités britanniques. Le compte à rebours menant aux événements de 1837 et 1838 avait commencé (p. 301). ♦



OLIVER CÔTÉ

CONSTRUIRE LA NATION AU PETIT ÉCRAN

Québec, Septentrion, 2014, 446 pages.

L'ouvrage d'Oliver Côté est issu d'une thèse de doctorat et la rigueur scientifique y est de mise. Il aurait cependant dû être davantage synthétisé. Côté n'a en effet quasiment pas modifié sa thèse de doctorat, qu'on peut retrouver intégralement sur Érudit. Le livre s'adresse donc davantage à des chercheurs, des professeurs, des étudiants déjà interpellés par ce type d'analyse, mais moins à des lecteurs intéressés par la forme « essai ».

À partir d'une analyse détaillée des rapports entre équipes de production de la télé série *Le Canada, une histoire populaire* (diffusée de 2000 à 2002) des sociétés CBC et Radio-Canada et des ouvrages des historiens, l'auteur décortique chaque émission pour dresser le récit, qu'il qualifie de mythique, de la construction de la nation canadienne – « *nation building* » – « des élites libérales anglo-canadiennes [majoritairement] ontariennes » (p. 14).

Cette télé série de 17 épisodes, rappelons-le, fait suite au traumatisme post-référendaire de 1995 des fédéralistes canadiens. Il s'agit donc d'une réécriture du passé qui favorise le point de vue d'un Canada unitaire. À cet égard, Olivier Côté annonce dans son introduction que le récit historique de la télé série présente deux types de discours : celui du « *Colony to Nation* » et celui de la dualité canadienne. Le premier type s'accorde avec le « statut de récit hégémonique » qui fixe l'interprétation « sur la marche progressive », voire linéaire de la création de l'État-nation. Quant au second, il « stipule la conciliation bonne-ententiste des intérêts divergents des deux principales communautés linguistiques canadiennes » (p. 20). Il en ressort un récit plutôt complaisant qui édulcore les luttes ou batailles entre Blancs et Amérindiens, entre Canadiens français et Canadien anglais, entre métis et Canadiens anglais.

Dans la première partie du livre, l'auteur remonte aux origines du projet, à la dynamique des relations entre les réalisateurs et l'équipe éditoriale, entre équipes de production des épisodes où, évidemment, plusieurs points de vue se confrontent et s'affrontent. Il y a même des mises à pied. On apprend, sans surprise, que la structure très hiérarchisée du travail donne les coudées franches au patron de l'équipe éditoriale, Mark Starowicz, un Canadien anglais. À cet égard, l'équipe journalistique francophone de Radio-Canada ne fait pas le poids dans son rapport avec l'équipe journalistique anglophone de CBC tant du point de vue du budget que de l'intégrité. Dans le contexte post-référendaire, les collègues anglophones doutent de sa neutralité politique (p. 58). Une autre partie fait état des luttes interprétatives entre historiens et journalistes et, encore là, c'est sans trop d'étonnement qu'on assiste à la victoire des journalistes sur les spécialistes du passé.

Mais les capsules (chapitres) de la deuxième partie où sont décrits les épisodes sont encore plus intéressantes. Par exemple, lors de l'épisode sur la Confédération canadienne, le scénario « exalte les qualités des pères fondateurs » (p. 85) tout en limitant la parole des personnages politiques qui s'y sont opposés, dont le célèbre Wilfrid Laurier qui est plutôt présen-

té « comme le chantre du multiculturalisme et du bonne-ententisme [des] concepteurs de la série » (p. 172). Autre exemple d'une conception édulcorée, voire simplifiée de l'histoire : la télé série confère la conquête de l'Ouest canadien à la police montée et à la progression du chemin de fer. Ce qui est mis de l'avant, selon l'auteur, c'est la vision d'une unification du territoire par les colons blancs et bien que « les différentes versions du scénario de l'épisode manifestent une sympathie certaine à l'égard de la cause métisse, des Amérindiens et des colons blancs victimes des changements d'arpentage, elles ne remettent jamais totalement en cause la légitimité du dispositif colonial » (p. 87).

Ainsi vont les autres chapitres de la deuxième partie qui évoquent la trame historique de la construction du Canada à partir d'une conception libérale contemporaine axée sur le pluralisme culturel, comme « modèle du vivre-ensemble » (p. 113), de la dualité canadienne où Anglais et Français sont « unis dans un même destin » (p. 149), où sont insérés quelques passages obligés, dont celui de l'implication des femmes qui, selon l'auteur, est superficiel. Il serait fort intéressant de voir ou revoir les épisodes de la série, qui ne sont plus disponibles sur le NET, à la lumière de l'analyse dégalée par l'auteur.

De l'analyse esthétique de la télé série (troisième partie), au rapport entre les acteurs (quatrième partie), l'auteur démontre que la télé série est une véritable tentative de création de l'identité canadienne, mais sans profondeur. Sans cette profondeur, insiste-t-il en conclusion de la quatrième partie, le téléspectateur est comme un « aveugle, passager attentif aux instructions narratives » (p. 320). Ainsi, on évite de lui fournir les outils analytiques de la démarche historique qui lui permettraient de mettre à distance cette réalité historique formatée. C'est sur la réception des téléspectateurs qu'est consacrée la dernière (cinquième partie du livre) et, bien que 1,3 million de téléspectateurs du Canada anglais et 360 000 du Québec aient regardé les épisodes, l'analyse repose essentiellement sur 925 courriels envoyés au service de l'auditoire de la CBC/Radio-Canada. C'est en annexe que l'on retrouve les détails de cet échantillon qui explique, entre autres, la sous-représentation des internautes québécois (p. 431).

Il ressort dans cette dernière partie d'analyse que certains téléspectateurs des provinces de l'Atlantique et de l'Ouest s'opposent au récit hégémonique de la série, notamment parce que leurs commentaires s'incarnent dans des régionalismes affirmés. Mais c'est entre les deux majorités linguistiques, Canadiens anglophones et Québécois francophones qu'émergent deux discours qui s'opposent, les événements de l'histoire n'ayant pas le même sens ni la même référence identitaire.

Claire Portelance

Ph. D. Histoire, UQTR